



# FSU 83

N°65

## Fédération Syndicale Unitaire VAR



### REGAIN.

La jeunesse est-elle sacrifiée en Europe ? Le contexte social et économique qui pèse fortement sur toutes les populations et qui accentue les inégalités et la précarité a des répercussions sans précédent sur la jeunesse. Les émeutes de Stockholm en sont un exemple de plus : ce pays connu pour sa politique sociale progressiste et son accueil aux immigré-es a remis en partie en cause son modèle social pour faire plus d'économies et les premiers effets se sont fait sentir d'abord au niveau des populations les plus fragiles. En France, le message envoyé par le gouvernement sur les retraites est non seulement inacceptable du point de vue des reculs sociaux envisagés, il est, de plus, désastreux quant au message envoyé aux jeunes générations qui considèrent de plus en plus que les retraites ce n'est pas pour elles.

Plus grave, derrière cet abandon de la jeunesse, ce sont des « blocs » que l'on dresse les uns contre les autres. Il est intolérable de constater qu'au final, un discours plus que réducteur assimile les retraité-es à des nantis qui vivent sur le dos des autres. Il est de toutes façons toujours très facile de s'abriter derrière des chiffres globaux sans entrer dans le détail des choses, en oubliant que certain-es de nos aîné-es sont en grande difficulté, que les retraites des femmes imposent à certaines de vivre sous le seuil de pauvreté.

L'analyse est un peu courte en ces temps de crise et sans escamoter un débat de société qui doit avoir lieu sur bien des sujets, nous assistons depuis quelques années à l'émergence d'une idéologie systématisante. Or à quoi cela peut-il conduire sinon à la violence et aux discriminations ? Les manifestations contre le mariage pour tou-tes en sont aussi bien entendu un témoignage.

Notre modèle de société est en danger, nous devons sans aucun doute le refonder mais quel horizon proposons-nous aux générations futures ? Quels moyens nous donnons-nous pour y parvenir ? Aujourd'hui, partout, on ne parle que de la crise mais étrangement plus personne ne se rappelle d'où cette crise est née. On oublie les surprimes, le sauvetage des banques et leurs conséquences, on oublie que la fraude fiscale coûte 80 milliards d'euros, que le chômage alimente la crise ... Alors forcément, si on laisse de côté les causes et qu'on ne met en avant qu'une conclusion inévitable à savoir réduire les dépenses des états, l'horizon est quelque peu bouché, le regain n'aura pas lieu. Alors qu'on fête les 70 ans du Conseil National de la résistance, ne peut-on imaginer que nous aussi, plusieurs décennies plus tard, nous ne puissions envisager un programme ambitieux pour construire une société rassemblée, solidaire et juste ? Est-ce que l'état de la France détruite après guerre était plus « gérable » qu'un pays aujourd'hui, certes en crise, mais toujours riche ?

La conférence sociale doit être un lieu de discussion et de réflexion sur la formulation d'un programme ambitieux de refondation sociale : cela sera-t-il le cas ? La FSU prendra toute sa place dans ces débats, c'est essentiel mais cela ne suffira pas. Avant de parler d'économie, il faut parler de justice sociale. Pour qu'il y ait un regain, il a fallu auparavant couper une première poussée d'herbe : ayons le courage de partir sur de nouvelles bases, changeons la société, nous le pouvons, nous le devons.

Maryvonne Guignonnet, Secrétaire générale de la FSU du Var.

P1 : Edito.

#### SOMMAIRE.

P2 : Ecran noir sur les retraites ; chiffres et actualités sur les retraité-es.

P3 : A la pénitencière ; débat sur les études de médecine.

P4 : Equipements sportifs à Toulon ; dans l'actualité.

P5 : Le Snu-Pôle-Emploi en congrès ; dans l'actualité.

P6 : Le Snuipp en congrès ; rythmes scolaires dans les écoles varoises ; dans l'actualité.

P7 : Aéroport de Notre-Dame-Des-Landes ; enseignement catholique et dérapages.

P8 : La SRIAS ; infos culture.

**avril / mai / juin 2013**

Trimestriel N° 65

Directrice de la publication

Maryvonne GUIGNONNET

N° de commission paritaire :

0917 S 05032

Alpes Azur Imprimerie, Nice

Prix au numéro 0,76 €



## En bref.

### En trompe l'œil !

L'augmentation des pensions et retraites de 1,3 % au 1er avril a été calculée à partir d'une inflation prévisionnelle pour 2013 établie par la commission économique de la nation à 1,2 % et le rattrapage de 0,1 % au titre de 2012. Cette prévision d'inflation laisse perplexe. Quelques jours auparavant, la perspective d'inflation retenue pour la discussion sur l'évolution des complémentaires retraites était de 1,75 % ! Le projet de budget est, lui, établi sur la base d'une inflation de 1,8%. En un week-end, 0,5 % se sont opportunément évaporés !

### Riches les retraité-es ?

Quelques exemples de la réalité varoise :

52 % des retraité-es ont une pension inférieure à 1 150 € mensuels

70 % des femmes retraitées perçoivent moins de 795 € par mois

15 % des personnes de plus de 65 ans sont sous le seuil de pauvreté, soit 982 € par mois

18 % des retraité-es se privent totalement d'énergie en hiver

12 % ont recours à l'aide alimentaire

10 % ont abandonné les soins nécessaires

**Si l'espérance de vie continue de s'allonger**, celle en bonne santé est en train de diminuer. Le renoncement aux soins n'y est pas pour rien.

### Des dépenses contraintes en forte augmentation.

Les coûts du logement, de l'énergie...

continuent d'augmenter plus vite que la moyenne des prix. Les frais en matière de santé (déremboursements, forfaits, honoraires libres...) s'alourdissent.

Gilberte MANDON

# Ecran noir sur les retraites ?

L'annonce de l'écran noir sur la télé publique grecque est à peine croyable, et pourtant bien réelle ! «Ce que tu redoutes n'arrivera pas, il arrivera pire.» écrivait Gaston Bachelard. Prenons garde et prenons la mesure de ce qui pourrait arriver. La revue Challenges du 13/09/12 titrait : «Comment récupérer 5 milliards d'euros dans la poche des retraités».

Les retraites sont en effet au cœur de la baisse des dépenses publiques. Avant même l'ouverture de la conférence sociale le 20 juin, la nouvelle réforme annoncée des retraites se fait sous la pression de l'Union Européenne. En contrepartie du délai de deux ans accordé à Paris (jusqu'en 2015) pour ramener son déficit sous la barre des 3% du PIB, la Commission européenne a demandé une accélération des réformes structurelles notamment sur les retraites... Il suffit de lire les titres de presse, Var Matin du 11 juin n'y échappe pas bien sûr : «Retraites : l'heure des efforts pour tous».

Un groupe d'experts, avec à sa tête une haut fonctionnaire Yannick Moreau, a été chargé de proposer de nouvelles pistes de financement qui s'annoncent douloureuses :

-Nouvel allongement de la durée de cotisations (42 ans !)

-Alignement de la CSG des retraités sur celle des actifs

-Calcul de la retraite des fonctionnaires sur les 10 meilleures années (au lieu des 6 derniers mois actuellement)

-Désindexation des pensions par rapport à l'inflation

-Suppression, pour les retraités, de l'abattement de 10% pour les impôts sur le revenu...

Voilà de quoi faire monter la température sociale. Malgré les rapports alarmistes, les articles de journaux, les déclarations d'économistes patentés, créant une véritable pression idéologique, les français continuent d'estimer majoritairement que l'âge idéal de départ à la retraite se situe à 60 ans et pas au-delà (enquête réalisée par la DREES (1)

retraite complète (à taux plein) est en nette diminution. S'ils étaient encore 85% en 2008/2009, ils n'étaient plus que 79% en 2010/2011.

Dans la nouvelle réforme, l'augmentation envisagée du nombre de trimestres pour avoir le taux plein s'attaquerait de plein fouet au niveau des pensions car celles et ceux, qui partiraient sans avoir le taux plein, seraient de plus en plus nombreux.

L'autre axe envisagé dans cette réforme 2013, concerne une désindexation partielle des pensions sur l'évolution des prix. Cette désindexation, cumulée à des pensions de retraite déjà rognées au départ, aboutirait à un nouveau recul social, marginalisant un nombre de plus en plus important de retraités.

Les chiffres sont pourtant têtus : les retraités ne sont pas des privilégiés. Le document «Objectifs et résultats 2013» de la Sécurité Sociale fait apparaître qu'en 2010 (derniers résultats connus) la retraite médiane des personnes âgées de 64 à 75 ans était de 1 214 € par mois tandis que le revenu moyen d'activité des personnes âgées de 50 à 59 ans s'élevait à 1 634 €. C'est pourtant face à cette réalité que les campagnes d'oppositions générationnelles ne connaissent pas de trêve car, pour préparer de nouveaux reculs sociaux, il faut d'abord conditionner l'opinion !

Dans le Var, la FSU et la CGT retraités ont appelé à un rassemblement à Toulon le 7 juin dernier. «Dans un contexte de régression généralisée de la situation des salariés, celle des retraités n'est pas meilleure : 52% des retraités varois ont une pension inférieure à 1 150 € par mois et 15% des plus de 65 ans sont sous le seuil de pauvreté». Cette manifestation s'inscrivait dans un cadre plus large d'appel à combattre l'austérité lancé par la Confédération Européenne des Syndicats. Nous y avons réaffirmé que les recommandations du rapport Moreau allaient dans le mauvais sens. Les mesures annoncées vont aggraver encore plus la situation des retraités et elles vont accentuer la perte de confiance chez les plus jeunes dans notre système de retraite. Pour ne pas vivre une tragédie grecque, il nous appartient, tous ensemble, de casser ces logiques infernales qui enfonce les peuples dans la crise et ajoutent de l'austérité à l'austérité. C'est nécessaire et c'est le sens de la stratégie unitaire de la FSU.

Michel FORTUNA

(1) DREES : direction de la Recherche, des Etudes, de l'Evaluation et des Statistiques, Etudes et Résultats n°838 d'avril 2013.



parmi les retraités du régime général partis en retraite en 2012). Parmi eux, 75% déclarent être partis «dès qu'ils en ont eu la possibilité».

Déjà, le nombre de ceux qui sont partis avec une

Revue FSU N°65, Juin 2013

## Et à la pénitentiaire ?



Gauthier Schont est Conseiller Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (CPIP) depuis 8 ans. Il exerce au Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) du VAR en milieu ouvert. Il a fait des études de droit avant de se présenter au

concours.

### - En quoi consiste ton métier ?

J'ai pour mission de prévenir la récidive, j'essaie de remplir au mieux cette charge qui consiste en un contrôle sur des personnes libres placées sous mains de justice (avant ou après jugement) que je dois orienter dans leur démarches d'insertion.

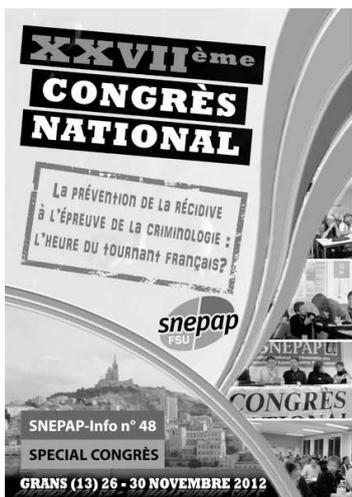
### - Pourquoi avoir choisi d'être CPIP ?

C'était à mes yeux un métier varié, jouissant d'une grande autonomie.

### - Quelles sont les difficultés que rencontrent les agents de la pénitentiaire dans l'exercice de leurs professions ?

Le manque d'effectifs ne permet pas de prendre en charge correctement les suivis ; à Toulon, les locaux sont indignes d'un service public et le service est organisé de manière contraire aux circulaires nationales quant à la continuité de la prise en charge des personnes.

De plus, il n'est pas aisé de naviguer entre deux



eaux : notre métier est soumis à deux autorités distinctes, notre hiérarchie et les magistrats qui peuvent donner des directives contradictoires.

- Ces dernières années, il y a eu des attaques fortes dans un climat très "sécuritaire" contre les personnels d'insertion et de probation en particulier lors de l'affaire du viol et du meurtre de Laetitia à Pornic par un récidiviste, comment la

### profession a-t-elle pris les choses ?

La peur de la sanction a pris le pas sur tout. Notre encadrement a laissé de côté nos conditions d'exercice du métier et les conséquences sur les usagers : le manque de moyens dans les SPIP était et est le plus gros problème à traiter de façon urgente or, on l'a négligé. Ce qui compte ce n'est pas un bon suivi mais de ne pas se trouver en défaut. Il ne faut plus dire qu'un dossier n'est pas suivi, ils doivent tous l'être qu'importe la qualité du suivi. Le résultat est que pour se dédouaner, notre hiérarchie ne priorise aucune prise en charge et submerge les CPIP de dossiers. De plus, le rendu-compte prend de plus en plus de temps au détriment de l'action auprès des personnes.

Enfin, suite à Pornic l'administration a créé un outil dans la précipitation : le diagnostic à visé criminologique. Ce dernier a été présenté comme la réponse devant permettre d'éviter "un nouveau pornic", cet outils a été généralisé sans bilan objectif de son expérimentation et est largement boycotté par les CPIP.

### - Le SNEPAP-FSU syndique divers salarié-es qui appartiennent à l'administration pénitentiaire et des services judiciaires, peux-tu nous donner quelques aperçus de ces différentes professions qui adhèrent à la FSU ?

Le SNEPAP syndique principalement des CPIP, des directeurs d'insertion et de probation, quelques personnels administratifs et surveillant-es pénitentiaires. Nous sommes également représentatifs auprès des personnels contractuels (notamment les psychologues).

### - Et si tu devais retenir trois revendications prioritaires du SNEPAP-FSU ?

Ce serait : la création d'une peine de probation autonome, l'application des règles européennes de probation, des moyens humains et matériels pour les SPIP et la reconnaissance de ses missions régaliennes (notre crainte est que nos missions soient déléguées au privé)

### - Comment vois-tu l'avenir pour l'administration pénitentiaire et judiciaire ?

L'avenir de l'administration pénitentiaire est en dehors des murs. Et puis rajoutons que notre administration n'aura de futur que si elle résiste à la pression des prestataires privés.



## Pessoa

Depuis novembre 2012, l'ouverture d'une antenne française de l'Université Fernando Pessoa (UFP) à La Garde a fait couler beaucoup d'encre : médias locaux, organisations des professions libérales et médicales, enquête judiciaire en cours... et la question déborde désormais du strict cadre local.

Si la critique de ces pseudo "universités" est fondée, il ne s'agit pas pour autant d'aberrations : elles sont au contraire le résultat d'une politique éducative que condamne la FSU et sur laquelle il faut s'interroger. Doit-on considérer que l'éducation est une marchandise et que l'enseignement supérieur est le lieu d'une concurrence généralisée ?

Comment de telles implantations sont-elles possibles et comment les empêcher ? Quelles conséquences pour les étudiant-es ?

Comment avancer vers une réelle démocratisation de l'enseignement supérieur ? En effet, l'Université Fernando Pessoa s'est engouffrée dans des failles bien réelles (nombreux clausus pour les études de médecine alors que les besoins en santé sont énormes dans notre pays, coût des études...).

Face à cela, il faut opposer la perspective d'une université égalitaire et démocratique (université 100% publique, gratuité des études...).

Pour débattre de tout cela la FSU a organisé un débat conjointement avec la CGT et Solidaires le Mercredi 19 juin avec la participation de Claude

Alain Maurage, professeur d'université et praticien hospitalier (Université de Lille), mili-

tant du Snesup-FSU, Émilie Devriendt, intersyndicale de l'USTV, membre du Bureau national du Snesup-FSU, Soline BEATRIX, psychiatre, membre de la LDH et du Collectif Varois de défense de l'accès aux soins.

## Dans l'actualité...

**Pointé du doigt par le « bilan d'activités » du médiateur de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, l'enseignement privé hors contrat serait insuffisamment surveillé par l'Etat.** Les plaintes concernent surtout les formations post-baccalauréat type classes prépa, BTS, écoles de commerce, d'infirmières, de gestion...Elles soulignent des formations qui sont de véritables «coquilles vides», des diplômes sans valeur sur le marché du travail (certaines écoles proposent ainsi des «mastères»...) voire des arnaques financières ! A l'Etat d'y mettre bon ordre.

**"A l'UMP, nous apprenons la démocratie, c'est assez nouveau."** Le président du parti, Jean-François Copé l'a avoué lui-même, dimanche 2 juin, sur Canal + en commentant les primaires à l'investiture pour les municipales à Paris. Pour preuve, lors d'un discours prononcé à Londres par Nicolas Sarkozy lors d'une conférence organisée par la banque américaine Goldman Sachs, il aurait dit, selon un participant, à propos d'un éventuel retour en politique «qu'il reviendrait par devoir». L'UMP a en effet manifestement besoin de cours de rattrapage sur le sens des élections !

Le 5 juin, devant les nombreuses fuites, notamment sur le site du Wall Street Journal, **le FMI se décide à rendre public un rapport interne sur sa gestion de la crise Grecque.** Surprise ! Il se livre à un mea culpa et reconnaît des «erreurs notables». Toute sa stratégie était fondée sur des scénarii trop optimistes, sous estimant l'impact ravageur d'une cure d'austérité drastique. «La confiance des marchés n'a pas été rétablie (...) et l'économie a été confrontée à une récession bien plus forte que prévue»...

## Quel Dommage ...

Début février 2013, Hubert Falco inaugurait le stade Léo Lagrange à Toulon, après quatre années de travaux et 34,5 millions d'euros d'investissement. Une nécessité puisque rien n'avait été fait ou presque depuis les années quatre vingt.

dulgence de leurs inspecteurs pédagogiques lorsqu'ils les verront évoluer sur les trois petits terrains (hand ball, volley ball), en nombre insuffisant et mal conçus pour une pratique pédagogique moderne. En effet comment enseigner ces

activités avec un effectif pouvant aller jusqu'à trente cinq élèves en lycée sur un seul de ces terrains ?

Il est vraiment dommageable qu'il y ait eu une absence de réelle concertation qui aurait pu pallier à ces désagréments et qui aurait aussi permis de mettre en évidence la nécessité d'un espace couvert, d'un mur antibruit face aux nuisances de l'auto-  
route.



Un complexe sportif partagé en trois parties :

- Un pôle d'accueil du public avec un parcours santé avec un accès libre
- Un pôle compétition comprenant deux terrains en pelouse synthétique, un en pelouse naturelle entourée d'une piste d'athlétisme de niveau européen
- Et enfin un pôle scolaire ...

Un rêve pour les professeurs d'EPS de Toulon !!!!! Pas tout à fait, car l'élève du cours d'EPS a, semble-t-il été oublié en partie, alors qu'il occupe cette installation les trois-quarts du temps. Bien sûr, il peut utiliser les installations de la partie compétition : vestiaires en nombre suffisant, pelouses pour les activités sportives de grands terrains, piste pour l'athlétisme. Mais que dire du pôle scolaire proprement dit avec une piste en tartan de 230 mètres alors qu'il aurait été judicieux qu'elle atteigne les 250 mètres eu égard à l'épreuve de 3 X 500 mètres du baccalauréat.

Les professeurs d'EPS devront compter sur l'in-

Au moment où les travaux du SNEP- FSU concernant les installations sportives ont été reconnus et intégralement repris par le ministère de l'éducation nationale dans un document envoyé à tous les DASEN et rectorats sous le titre : «L'accès aux équipements sportifs pour l'enseignements de l'E.P.S et pour l'ensemble des pratiques sportives», nous espérons que lors des prochaines réflexions concernant la restructuration ou la création d'équipements sportifs le SNEP FSU sera associé et notamment dans l'épineux dossier des piscines, cruellement en manque dans notre département. Un courrier dans ce sens a été envoyé aux diverses collectivités territoriales.

Le bureau du SNEP FSU Var



## Le SNU Pôle Emploi en Congrès.

C'est à Moustiers Sainte Marie que s'est tenu du 14 au 16 mai le Congrès Régional du SNU Pôle Emploi. Trente-cinq participant-es sont venu-es de tous les départements de la région pour ces 3 jours de débats intenses : rapport d'activités de notre précédent secrétaire régional, Bruno Rodrigues, rapport financier, puis entrée dans le vif du sujet... Nous avons travaillé sur l'organisation de notre section régionale, le fonctionnement de nos instances de décisions, le rôle de notre secrétaire régional. Echanges constructifs, journées à rallonge pour aller au bout de nos idées.

Le travail sur nos orientations fut plus consensuel : dans notre paysage Pôle Emploi, le SNU réaffirme qu'il défend personnels et usagers. Voici une partie des propositions votées :

- remettre la Direction, autant que faire se peut, face à ses contradictions. Rappeler aux collègues et à l'Etablissement les grands principes du Service Public qui sont l'égalité, l'accessibilité et la transparence,

- travailler avec les comités de chômeurs,
- arriver à concilier collectif et individualisation (des horaires, des carrières, des promotions),
- démontrer aux collègues qu'un bien peut parfois devenir contraire à ses intérêts à plus long terme,
- accompagner les demandes individuelles et collectives,

- suivre de très près les évolutions ergonomiques annoncées (se rapprocher d'experts compétents),
- s'il est évident qu'un Service Public doit être efficace, ce n'est certainement pas cela qui fonde sa légitimité : nous devons dénoncer tout simplement cette notion, à chaque fois qu'elle est prononcée, suggérée, exprimée. La légitimité de notre existence ne se résume pas à notre efficacité telle qu'elle est définie par le pouvoir politique et économique mais bien par la nécessité de répondre à un besoin de la collectivité,

- communiquer le plus souvent possible sur l'inutilité de se focaliser sur les indicateurs au détriment d'un travail logique d'aide au placement,
- mettre en place avec les adhérent-es une stratégie qui, sans commettre de faute professionnelle, leur permette de ne pas être soumis à la production de chiffres,

- lutter contre l'isolement des agents, ne pas laisser quelqu'un seul face à ses actes et ses positionnements,

- refuser le surbooking ou tout acte qui va à l'encontre d'un travail de qualité,
- veiller à ce qu'un accueil compétent sur les sites perdure,

- sensibiliser le plus possible les collègues aux risques inhérents à l'informatique à outrance, sans garantie de confidentialité, de vérification de l'interlocuteur,

- être vigilant sur la prise en compte nécessaire de la difficulté que rencontrent certains publics dans chaque nouveau projet de l'Etablissement,
- demander que des formations sur l'approche du psycho-social du DE soient inscrites dans le Plan De Formation,

- contrôler les cahiers des charges, les appels d'offres, le suivi de l'activité des partenaires (délégation de Service Public ?),

- lutter contre la sous-traitance systématique afin d'éviter les pertes de compétences,

- exiger le droit à de réelles formations et au développement de compétences indispensables pour exercer un vrai métier (conseiller, psycho, administratif, indemnisation,...),

- envisager des outils simples à donner à chacun afin qu'il soit soutenu dans ses prises de position, vis-à-vis de ses collègues et de sa hiérarchie (par exemple : Flash Infos suite à une réunion d'instance) pour pouvoir conserver et revendiquer une réelle liberté d'action et relayer la position du SNU Pôle emploi PACA,

- informer les agents, utiliser le travail existant proposé par le national, les journées de formation syndicale déjà réalisées,

- soutenir les collègues lors des Entretiens Personnels Annuels 2013, individuellement et collectivement.

La liste de nos bonnes intentions est longue et les objectifs ambitieux !

Nous avons aussi accueilli Josiane Dragoni qui est intervenue pour réaffirmer les valeurs de la FSU sur le thème des services publics, sur le travail en synergie intersyndicale, avec des équipes pluridisciplinaires pour toujours rester force de proposition grâce à des groupes de travail thématiques. Nous avons pu l'interroger sur la place et l'avenir de la FSU dans le paysage syndical français.

Nous avons enfin élu notre nouveau secrétaire régional, Eric Almagro, pour les 3 ans à venir.

Et en Congrès National du 3 au 7 juin à La Turballe.

Cécile Davril.

**Décidemment, plus rien ne va dans le monde des valeurs traditionnelles !**

Après l'adoption du mariage pour tou-tes en France, on apprend que le couple Poutine entame une procédure de divorce. Le président russe est désormais célibataire.

Or, dans un pays où l'alcoolisme et un fléau et les mères souvent abandonnées, Poutine fait figure d'idéal masculin. Aux Etats-Unis aussi le président russe a la côte : en 2011, les médias nous rappelle qu'il a été élu «homme politique le plus cool du monde» par un magazine de pêche. La Russie se réveille à l'heure du divorce pour tou-tes avec à sa tête un président «glamour»...



**Même en Inde tout fout le camp...**

De plus en plus de bovins sont kidnappés pour finir en bifteck, rapporte The Times of India.

New Delhi compte quelque 40 000 vaches considérées comme "sacrées" car leur lait, selon les croyances hindoues, nourrit toutes les créatures.

Ces ruminants déambulent librement dans les rues de la ville. Mais la nuit tombée, elles sont de plus en plus enlevées par des malfaiteurs qui les revendent à des abattoirs illégaux. Ces kidnappings reflètent un changement profond dans la société indienne, analyse The Times of India :

la consommation de viande, jusqu'alors prohibée par la religion, devient acceptable, en particulier chez les jeunes.



Revue FSU N°65, Juin 2013

## Dans l'actualité suite...

**On n'arrête plus les opposants au mariage homosexuel !** Dans une lettre ouverte remise au ministre chargé des anciens combattants, Kader Arif, lors de son déplacement lundi 10 juin en Haute-Vienne pour commémorer la tragédie d'Oradour-sur-Glane qui fit 642 victimes, dont de nombreux enfants, la "Manif pour Tous Limousin" demande "que de telles atrocités et violences ne se reproduisent plus, que ceux qui détiennent le pouvoir (...) n'imposent plus jamais à un peuple des lois injustes sans respecter les plus faibles de notre société que sont les enfants" !

**Le tout numérique en question...** Equiper un enfant d'un ordinateur personnel n'augmente pas sa réussite scolaire, viennent de conclure deux chercheurs américains, interpellés par la frénésie mondiale en matière d'équipement d'écoles. Pour arriver à cette conclusion, les économistes ont organisé leur propre distribution d'ordinateurs à 1 123 enfants de 15 écoles californiennes. Après deux années scolaires dans certaines écoles – une seule dans d'autres –, les deux économistes n'ont observé aucun effet pour les élèves équipés. Pas une note qui ait bougé, ni à la hausse ni à la baisse. Les inspecteurs généraux qui ont analysé les effets en France du plan "Un collégien, un ordinateur portable" du département des Landes, ont fait la même observation que nos deux chercheurs américains...

Benoit Casals

## Le SNUipp Var en congrès.

Afin de préparer son neuvième congrès national qui s'est tenu début juin à St Malo, le SNUipp du Var a organisé 12 assemblées générales dans le département en Avril dernier, ouvertes aux adhérent-es du syndicat. Chaque assemblée a mandaté des représentant-es qui se sont retrouvés en Mai au congrès départemental à Carnoules.

Un dispositif exigeant qui permet d'assurer des débats approfondis et de confronter les points de vue, les travaux portant sur les leviers pour transformer l'école et le métier, les nouveaux droits et acquis pour les enseignants et les autres personnels de l'école ou encore le syndicalisme nécessaire pour conquérir de nouveaux droits. Bien



entendu, la question des rythmes scolaires aura occupé le devant de la scène. Mais au-delà, les congressistes ont débattu de l'indispensable rapport de force à mettre en œuvre pour faire entendre la voix du terrain

après une année scolaire marquée par deux grèves, une manifestation nationale et de nombreux rassemblements.

Le congrès départemental a ensuite mandaté cinq varois pour défendre les amendements et propositions des adhérents varois-es au congrès national, le «congrès des 20 ans» du SNUipp, quelques mois après avoir fêté les 20 ans de la FSU.



Le congrès varois aura été marqué par l'élection d'une nouvelle direction à la tête du SNUipp du Var, Julien Giusiano ayant été élu secrétaire général et Aurélie Sanchez élue secrétaire générale adjointe. Une direction départementale résolument jeune et tournée vers l'avenir, au sein d'un conseil syndical alliant expérience et renouvellement. De bonne augure pour les luttes qu'il conviendra de mener après l'été.

Emmanuel Trigo

### Rythmes scolaires dans les écoles varoises

13 communes sur les 141 du département ayant au moins une école mettront en place les nouveaux rythmes scolaires à l'école dès la rentrée scolaire 2013/2014 : Aups, Bagnols-en-Forêt, Bandol, Brignoles, Carcès, Collobrières, LaCelle, Pourcieux, Pourrières, Rougiers, Sanary-sur-Mer, Signes, Trigance.

Dans le Var, au total, 88000 enfants sont scolarisés en maternelle et élémentaire. Le passage à 4,5 jours en concernera 5420 soit 6 %. Il y a 536 écoles dans le département. La mise en place de la réforme en septembre en concernera 31 soit 5,77% (222 classes). Autant dire que les actions menées notamment par le SNUipp-FSU, avec comme point d'orgue la journée de grève du 12 février dernier aura pesé dans le choix des mairies de s'engager ou non dans ce dispositif dès 2013.

La réforme des rythmes scolaires va se traduire par la mise en place systématique de Projet Educatif Territoriaux à la charge des communes, alors même que les moyens alloués aux écoles par les communes varient encore de un à dix. Cette nouvelle mission confiée aux communes s'inscrit dans une logique de renforcement des compétences des collectivités territoriales et d'un recul

de l'Etat articulés notamment autour de l'acte 3 de la décentralisation en préparation sur fond de politique d'austérité et de mise à mal de l'Etat social « redistributif ». Par ailleurs, ce temps éducatif se met en place sans aucune garantie de gratuité, de qualité et d'égalité entre territoires alors que la FSU demande depuis des années un bilan effectif de la décentralisation. Avec la poursuite d'une école articulée autour d'un socle, quelle que soit sa taille, le risque est grand de voir un glissement de certaines activités scolaires sur ce temps « municipal ».

Les enseignant-es des écoles, favorables à une modification de la « semaine Darcos », n'entendent pas rester muets sur cette réforme à la husarde qui détériorerait leurs conditions de travail sans améliorer les conditions d'apprentissage des élèves.

Dès la rentrée, le SNUipp-FSU appellera les enseignant-es des écoles à se réunir et à se mobiliser pour obtenir la réécriture du décret sur les rythmes. La rentrée 2014 et la généralisation du dispositif se prépareront dès septembre 2013.

Emmanuel Trigo

# Mobiliser contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

## Pourquoi cette prise de position de la FSU lors de son congrès ?

La lutte contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes a pris de l'ampleur depuis un an, avec par exemple 40 000 personnes au rassemblement national du 17 novembre 2012... face à elle s'exerce une importante répression d'Etat.

A son congrès national, la FSU a pris position pour l'arrêt du projet d'aéroport, et pour la solidarité avec le mouvement social. En effet, les revendications immédiates sur les salaires, la précarité... doivent d'articuler avec un projet de changement social, car la situation des personnels et des services publics n'est pas indépendante de l'évolution de la société.

C'est pourquoi les enjeux autour de Notre-Dame-des-Landes ne sont pas étrangers à la FSU.

## Quelques enjeux

Le projet d'aéroport concentre plusieurs enjeux. D'abord écologiques bien sûr (des-

truction de terres agricoles donc d'emplois, et d'espaces naturels fragiles).

Mais plus globalement, c'est la logique l'aménagement de l'espace selon les seuls besoins du capitalisme qui est en cause. L'aéroport se ferait par un «Partenariat public-privé» (réalisation par le groupe Vinci, l'Etat sera utilisateur... moyennant un gros loyer) : voici l'amorce d'une privatisation progressive des aéroports, jusqu'ici à 100% propriétés de l'Etat à part ceux de l'Ile-de-France.

Le projet s'inscrit en outre dans la politique des «métropoles» (ici «Nantes-Métropole»), visant à constituer des ensembles urbains dans l'optique de la concurrence au niveau européen et mondial, qui concentreraient les richesses, les investissements... au détriment des classes populaires, des espaces ruraux vidés de leurs services publics et de leurs équipements. En d'autres termes, l'éclatement du tissu social au profit de quelques catégories fortunées. Il n'est pas

innocent que les «métropoles» constituent le premier volet de la prochaine loi de décentralisation.

## Notre-Dame-des-Landes dans le Var

Ces enjeux «locaux» sont devenus nationaux : près de 200 collectifs locaux de solidarité existent. Gagner ce combat, constituerait un encouragement au développement des mouvements sociaux. La FSU 83 a rejoint le collectif varois constitué dans le Var. Le collectif a organisé des actions de sensibilisation de la population, un concert de soutien le 15 juin à Barjols (environ 100 participant-e-s). Il entend aussi participer au grand rassemblement national prévu les 3-4 août à Notre-Dames-des-Landes.

Pour plus d'informations, <http://www.nddl83.blogspot.fr/> ou écrire à [nddl.var@gmail.com](mailto:nddl.var@gmail.com)

Quentin dauphiné.

## Ami, entends-tu le vol noir des corbeaux ?

Mariage pour tous/toutes, défense de l'école confessionnelle... l'Eglise catholique a marqué le débat public depuis un an, et ses représentants locaux ne sont pas en reste.

### Jouer sur les deux tableaux...

Le Secrétariat de l'Enseignement a pris position (communiqué du 14 décembre) : «l'Enseignement catholique estime qu'il est de son devoir de faire entendre sa voix sur le projet d'ouverture du

mariage et de la parentalité aux personnes de même sexe». Les établissements et écoles privés sous contrat devaient donc «prendre part (...) au débat qui doit s'ouvrir», avec une conclusion est déjà écrite : «l'Enseignement catholique est en désaccord avec une évolution législative ouvrant au mariage et la parentalité aux couples homosexuels».

Consigne était donc donnée aux personnels de ces établissements, de relayer auprès de la jeunesse les mots d'ordre de l'Eglise catholique en vue des manifestations contre

le projet.

Ainsi, l'Enseignement catholique assumait ouvertement le fait d'appliquer les consignes de l'Eglise dans le domaine édu-



catif, tout en revendiquant d'exercer une «mission de service public» (pour continuer à recevoir des subventions de l'Etat)... qui est justement incompatible avec ces pratiques.

Cela est allé loin : par exemple l'école privée de Toulon "Notre Dame des missions" a mis à son entrée l'affiche annonçant la manifestation du 26 mai... imagine-t-on une école publique placardant une affiche de soutien au projet ?!

Cela doit être l'occasion d'un rappel : est-il normal que l'enseignement privé catholique

dont les responsables sont désignés par la Conférence des évêques, dont les personnels sont recrutés par les autorités confessionnelles... soit subventionné par l'Etat ?

Raison de plus pour continuer à revendiquer l'abrogation de la loi Debré organisant le financement public de l'enseignement privé.

### ... la hiérarchie varoise en pointe !

Mgr Rey, l'évêque de Toulon, n'est pas en reste. Déjà en 2009 il avait justifié l'excommunication frappant, suite à l'avortement d'une fille de neuf ans, la mère de l'enfant ainsi que les médecins ayant pratiqué l'avortement («L'excommunication (...) rappelle à l'humanité une limite à ne pas franchir»).

Contre le droit à l'avortement donc, mais aussi en lien avec les groupes les plus proches de l'extrême-droite lors des récentes mobilisations contre le projet de loi : par exemple en participant aux veillées intégristes contre la loi Taubira.

Misogynie, homophobie... décidément, la vigilance contre le cléricalisme et l'obscurantisme reste de mise !

Quentin Dauphiné.



# La Section Régionale d'Action Sociale (SRIAS) : la FSU y siège et vous y représente !

La SRIAS est composée de représentant-es du personnel désigné-es par les organisations syndicales et de représentant-es de l'administration. Elle est constituée auprès du Préfet de région et est présidée par un-e membre issu d'une organisation syndicale choisi-e par ses pairs.

Les prestations interministérielles d'action sociale, individuelles ou collectives, visent à améliorer, directement ou indirectement, les conditions de travail et de vie des agents de l'État et de leurs familles. Ces prestations sont fléchées par la SRIAS sur certaines missions qui ont pour objectif d'améliorer le quotidien des fonctionnaires. Il s'agit de mettre en œuvre la politique d'action sociale interministérielle de la région PACA. Tous les agents de l'Etat de PACA, actif-ves ou retraité-es, sont concerné-es et ces actions sociales régionales viennent en complément de l'action sociale propre à chaque ministère.

Dans le détail, la SRIAS élabore un plan d'actions régionales dans la limite des crédits alloués par la direction générale de l'administration et de la fonction publique. Plus précisément, ce plan consiste dans le développement d'actions dans le domaine de la culture, du sport et des loisirs, des propositions de séjours aux enfants et adolescent-es, des journées destinées aux familles (enfants et conjoint-es)

D'autres missions sont du ressort de la SRIAS comme les réservations de berceaux en crèche, la réservation de logements sociaux, la promotion de la restauration collective et de l'alimentation bio.

Toute l'information sur les dernières actions de la Section Régionale Interministérielle de l'Action Sociale est en ligne sur le site internet de la SRIAS :

<http://www.srias.paca.gouv.fr/>

- **Liste des crèches en PACA et coordonnées** : <http://www.srias.paca.gouv.fr/Aide-a-la-personne/Creches/Liste-des-creches-en-PACA-et-coordonnees>

- **Plafonds de ressources pour les logements sociaux en PACA/Demander un logement** : <http://www.srias.paca.gouv.fr/Aide-a-la-personne/Logements>

- Cette année, deux possibilités sont proposées pour les **vacances des petits et des grands** : des séjours vacances pour les enfants, avec CAP AU SUD des locations pour les adultes et toute la famille avec VTF : <http://www.srias.paca.gouv.fr/Culture-et-Loisirs/VTF-Cap-au-Sud-2013>

## Tarifs préférentiels au théâtre Liberté et à Chateaufallon pour les adhérent-es FSU.

### Théâtre Liberté :

La FSU a passé une convention avec le théâtre Liberté à Toulon, dorénavant lorsque vous commandez vos places sur internet, il vous suffit de cocher "tarif préférentiel" pour bénéficier d'une réduction de 6 euros par billet quel que soit le spectacle. Au moment de retirer vos places, il vous faudra présenter votre carte d'adhérent-e de votre syndicat. Une liste de tous les syndicats de la FSU a été donnée au théâtre. Vous pouvez aussi directement acheter votre place à la billetterie en indiquant que vous êtes adhérent-es de la FSU.

### Chateaufallon :

La FSU est abonnée à la "carte collectivité" de Chateaufallon. Elle permet à tou-tes nos adhérent-es de bénéficier d'un tarif spécial (13 euros) : il suffit de signaler lors de vos réservations que vous êtes syndiqué-e à la FSU pour bénéficier de ce tarif préférentiel (plein tarif la place vaut 24 euros).

A l'avenir nous allons essayer de mettre en place le même partenariat avec d'autres théâtres.

## À qui s'adresser ?

### FSU VAR

Enseignement  
Éducation  
Recherche  
Culture  
Formation  
Insertion

83

#### FSU - Bourse du Travail

13, Avenue Amiral Collet 83000 TOULON  
Tél : 04.94.93.04.40 - Fax : 04.94.93.04.74  
Email : [fsu83@fsu.fr](mailto:fsu83@fsu.fr), site : <http://sd83.fsu.fr>

Instituteurs, Profs des Ecoles, Pegc **SNUipp**  
Emmanuel TRIGO  
Immeuble le Rond point - Avenue P et M Curie  
83160 LA VALETTE  
Tél. 04.94.20.87.33 Fax 04.94.20.87.34

Enseignement secondaire **SNES**  
Dominique QUEYROULET, Coline ROZEROT  
208 rue Emile Ollivier, 83000 TOULON  
Tél./ Fax : 04.94.92.36.77

Education Physique **SNEP**  
Amar GUENDOUZ / Gérard PERMINGEAT /  
Fabienne RAIMBAULT / Brigitte REBOUT  
Tél : 04 93 86 19 52  
FSU Var, 13 Av Amiral Collet 83000 TOULON

Lycées professionnels **SNUEP**  
Andrée RUGGIERO Secrétaire Académique  
FSU Var, 13 Av Amiral Collet 83000 TOULON  
Tél : 06.79.44.06.81

Technique agricole public **SNETAP**  
Patrick PRENANT Tél : 04.94.01.35.55  
Lycée Agricole 83408 HYERES CEDEX

Protection Judiciaire Jeunesse **SNPES - PJJ**  
Karine MOLINIER  
Unité éducative de Milieu ouvert  
38 rue M. Pagnol, 83500 La Seyne Sur Mer  
Tél : 04 94 15 39 79 ou 06 09 89 20 66

Assistantes sociales **SNUAS FP**  
FSU Var, 13 Av Amiral Collet 83000 TOULON

Administration scolaire, universitaire, bibliothèques  
**SNASUB**  
FSU Var, 13 Av Amiral Collet 83000 TOULON

Agents, Techniciens de labo, Ouvriers et Services  
agents territoriaux **SNUACTE**  
Nonce Biondi, [nbiondi@regionpaca.fr](mailto:nbiondi@regionpaca.fr)  
Patrice Espenon, [pespenon@regionpaca.fr](mailto:pespenon@regionpaca.fr)  
Valérie Dalmasso (agents de labo), 0611186229  
FSU Var, 13 Av Amiral Collet, 83000 TOULON

Infirmières conseillères de santé **SNICS**  
FSU VAR, 13 Av Amiral Collet 83000 TOULON

Enseignement supérieur, **SNESUP**  
Emilie Devriendt, [emilie.devriendt@univ-tln.fr](mailto:emilie.devriendt@univ-tln.fr)

**SNU POLE EMPLOI**  
Cecile Davril FSU Var, 13 av Amiral Collet, 83000  
Touon ; [cecile.davril@pole-emploi.fr](mailto:cecile.davril@pole-emploi.fr).

Équipement (DDE) **SUP'Equip**  
Georges BLANC 06.28.34.05.62  
FSU Var, 13 Av Amiral Collet 83000 TOULON

Environnement **SNE**  
Eric SERANTONI tel : 06 83 99 14 84  
Parc National de Port Cros  
Castel Ste Claire 83400 HYERES

Personnels de l'administration Pénitentiaire **SNEPAP**  
Gautier SCHONT Annick KOURIO  
SPIP, 146 av Maréchal Foch, 83000 Toulon,  
04 94 92 52 12



### FSU PACA

Bourse du travail,  
23 bd Charles Nedelec,  
13331 Marseille cédex 3

FSU

8

